



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service d'infrastructure de la Défense
SID Sud-Est**

CONTRAT PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

MAITRE D'OUVRAGE

ETAT

**MINISTÈRE DES
ARMÉES**

CONDUCTEUR D'OPERATION :

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA
DEFENSE SUD-EST**



OBJET DU MARCHÉ :

**Marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation
de VRD sur l'ensemble du site de DGA/TA**

NON PROTEGE

Table des matières

1	Objet du marché.....	7
2	Pièces constitutives du marché.....	7
2.1	Pièces particulières	7
2.2	Pièces générales	7
3	Intervenants au titre du marché	7
3.1	La maîtrise d'ouvrage	8
3.1.1	Représentant du maitre d'ouvrage	8
3.1.2	Maitrise d'ouvrage déléguée	8
3.1.3	Conduite d'opération.....	8
3.2	La maîtrise d'œuvre.....	8
3.3	Autres intervenants.....	8
3.3.1	Contrôle Technique	8
3.3.2	Coordination Sécurité et Protection de la Santé	8
3.3.3	Coordination des systèmes de sécurité incendie	9
3.3.4	Ordonnancement Pilotage et Coordination	9
3.3.5	Inspection du travail.....	9
4	Confidentialité – Mesures de sécurité	9
4.1	Prestations intéressant la Défense.....	9
4.2	Obligation de confidentialité	9
4.3	Protection des données à caractère personnel.....	9
4.4	Mesures particulières de sécurité.....	10
5	Mesures prises au titre de l'achat responsable.....	10
5.1	Dispositions sociales prises au titre du marché	10
5.1.1	Clauses d'insertion sociales, clause du militaire blessé et clause d'incitation à l'activité de réserve et à la garde nationale.....	10
5.1.2	Clauses incitatives	10
5.2	Dispositions environnementales prises au titre du marché	11
6	Mission de maîtrise d'œuvre	11
6.1	Définition des éléments de mission.....	12
6.1.1	Mission de base.....	12
6.1.2	Autre(s) mission(s) de maitrise d'œuvre.....	12
6.1.3	Missions complémentaires	12
6.2	Prestations similaires.....	12
6.3	Modification de la composition du groupement	12
6.4	Décomposition en tranches	12
7	Démarrage de la mission	12
7.1	Réunion de lancement.....	13
7.2	Pièces et renseignements à fournir par le maitre d'ouvrage	13
8	Modalités d'exécution du marché.....	14

8.1	Communication entre les parties	14
8.1.1	Communication au titulaire (Ordre de service)	14
8.1.2	Communication du titulaire	14
8.1.3	Compte-rendu de réunion.....	14
8.2	Réunions entre les parties	14
8.2.1	En phase conception	14
8.2.2	En phase réalisation	14
8.2.3	En phase suivi des garanties.....	15
8.3	Démarche BIM et maquette numérique	15
8.4	Présentation et vérification des prestations de maîtrise d'œuvre	15
8.4.1	Format et support pour la remise des études.....	15
8.4.2	Point de départ des délais de présentation des documents	16
8.4.3	Délais de vérification des documents et de prise de décision par le maître d'ouvrage.....	16
8.4.4	Décisions d'ajournement, de réfaction ou du rejet notifiées par le maître d'ouvrage	16
8.5	Modalités particulières de réalisation de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux	17
8.6	Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux (DET).....	18
8.6.1	Réunions de chantier	18
8.6.2	Visites de contrôle inopinées.....	18
8.6.3	Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre	18
8.6.4	Agrément des sous-traitants des entreprises chargées de l'exécution des travaux	19
8.6.5	Vérification par le maître d'œuvre des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs 19	
8.6.6	Vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final des entrepreneurs et établissement du projet de décompte général	19
8.7	Modalités particulières de réalisation durant la garantie de parfait achèvement (AOR)	19
8.7.1	Opérations préalables à la réception (OPR)	19
8.7.2	Levée des réserves	19
9	UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
10	Délais particuliers	20
10.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs.....	20
10.2	Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	21
10.3	Instruction des mémoires de réclamation.....	21
10.4	Opérations préalables à la réception.....	21
10.5	Visa des documents d'exécution	22
10.6	Période de Garantie de Parfait Achèvement	22
11	Modifications en cours d'exécution du marché	23
11.1	Nature des modifications	23
11.2	Rapport du maître d'œuvre	23
11.3	Décision du maitre d'ouvrage	23
11.4	Conséquences des modifications en phase conception	23

11.4.1	Modifications de 1 ^{ère} catégorie	23
11.4.2	Modifications de 2 ^{ème} et 3 ^{ème} catégorie.....	23
11.5	Conséquences des modifications en phase exécution des travaux.....	24
11.5.1	Modifications de 1 ^{ère} catégorie	24
11.5.2	Modifications de 2 ^{ème} et 3 ^{ème} catégorie.....	24
12	Achèvement de la mission.....	24
13	Rémunération du maître d'œuvre – Variation des prix.....	25
13.1	Forfait de rémunération	25
13.1.1	Forfait provisoire de rémunération de la mission de base (f_0).....	25
13.1.2	Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération de la mission de base (F) – Clause de réexamen	25
13.2	Engagements du maître d'œuvre	26
13.2.1	Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	26
13.2.2	Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût de référence des travaux après passation des marchés de travaux	27
13.3	Variation des prix.....	28
13.3.1	Forme du prix.....	28
13.3.2	Mois d'établissement du prix du marché de maîtrise d'œuvre	28
13.3.3	Choix de l'index de référence	28
13.3.4	Modalités de révision des prix	28
14	Règlement des comptes du maître d'œuvre	29
14.1	Avance	29
14.2	Demandes de paiement	29
14.3	Acomptes.....	29
14.4	Acceptation de la demande de paiement	30
14.5	Demande de paiement finale.....	30
14.6	Décompte général – solde.....	30
14.7	Délai de paiement.....	31
15	Sous-traitance.....	31
16	Pénalités	32
16.1	Généralités	32
16.2	Pénalités pour retard dans la présentation des documents	32
16.3	Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décompte	32
16.4	Pénalités en cas de retard dans la vérification du décompte final	32
16.5	Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs 32	
16.6	Pénalités pour manquements aux obligations du maître d'œuvre	32
16.6.1	Pénalités pour absence à une réunion ou à une visite.....	32
16.6.2	Pénalité en cas de cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunions ou de visite	33
16.6.3	Pénalité en cas de non remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement.....	33

17	Résiliation du marché – Clauses diverses	33
17.1	Arrêt de l'exécution des prestations	33
17.2	Résiliation du marché	33
17.2.1	Stipulations générales	33
17.2.2	Résiliation pour faute	33
17.3	Lutte contre le travail dissimulé	33
17.3.1	Documents à produire	33
17.3.2	Dispositif « e-Attestations »	34
17.4	Clauses diverses	34
17.4.1	Saisie - attribution	34
17.4.2	Assurances	34
17.4.3	Nantissement - Cession de créance.....	34
18	Règlement des différends.....	35
18.1	Traitement des litiges	35
18.1.1	Comités consultatifs de règlement amiable des différends	35
18.1.2	Mission ministérielle PME/PMI	35
18.1.3	Médiateur des entreprises	35
18.2	Contentieux – droit applicable	35

Lexique – Acronymes utilisés dans les documents constitutifs du marché

Généralités

AE :	acte d'engagement
CCAP :	cahier des clauses administratives particulières
CCAG-MOE :	cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre
CCAG-TVX :	cahier des clauses administratives générales des marchés de travaux
CCTP :	cahier des clauses techniques particulières
BIM :	building information modelling
DCE :	dossier de consultation des entreprises
AMO :	assistant à maîtrise d'ouvrage
SPS :	sécurité et protection de la santé
PGC :	plan général de coordination
PC :	permis de construire
Moe :	maitre d'œuvre
RPA :	représentant du pouvoir adjudicateur

Missions de la maîtrise d'œuvre

ESQ :	études d'esquisse
APS :	études d'avant-projet sommaire
APD :	études d'avant-projet définitif
AVP :	études d'avant-projet
PRO :	études de projet
EXE :	études d'exécution
DQD :	devis quantitatif détaillé
AMT :	assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux
DET :	direction de l'exécution du ou des marchés de travaux
OPC :	ordonnancement pilotage coordination
AOR :	assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement
DOE :	dossiers des ouvrages exécutés
SSI :	systèmes de sécurité incendie

1 OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent CCAP est un contrat de maîtrise d'œuvre privée concernant la réalisation de VRD sur l'ensemble du site de DGA/TA.

Les missions du maître d'œuvre sont rattachées à un ouvrage appartenant à la catégorie suivante :

- ☐ Opération de construction neuve de bâtiment
- ☐ Opération de réhabilitation de bâtiment
- ☐ Opération de construction neuve d'infrastructure
- ☒ Opération de réhabilitation d'infrastructure.

Il est conclu entre :

- ✓ La personne morale désignée dans l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le CCAP ;
- ✓ et le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement dénommé « **maître d'œuvre** » dans le CCAP.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- Du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- Du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- De l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché est régi par les document suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent CCAP et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du service acheteur fait seul foi,
- Le CCTP et ses éventuelles annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du service acheteur fait seul foi,
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux avec ses annexes,
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission si l'offre a été déposée par un groupement.

2.2 PIECES GENERALES

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 - NOR : ECOM2106877A) ;
- L'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD (IG1300) sur la protection du secret de la défense nationale.

3 INTERVENANTS AU TITRE DU MARCHÉ

3.1 LA MAITRISE D'OUVRAGE

3.1.1 REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le directeur du service d'infrastructure Sud-Est ou son délégataire selon la décision de délégation de signature en vigueur au jour de la notification du marché

3.1.2 MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

☒ Sans objet pour cette opération.

3.1.3 CONDUITE D'OPERATION

La conduite d'opération est assurée par le pôle de conduite d'opérations de Toulouse représenté par le chef de pôle.

3.2 LA MAITRISE D'ŒUVRE

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le responsable physique du marché ainsi que son suppléant sont nominativement désignés à l'article 4 de l'acte d'engagement. Le responsable physique du marché sera l'interlocuteur privilégié du conducteur d'opération du pôle conduite d'opération de Toulouse.

Il doit assister à toutes les réunions et visites au rythme et aux conditions précisées par le présent CCAP ou selon les nécessités du chantier. Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est établi en ce sens.

En cas de remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant, de nouveaux interlocuteurs devront être proposés pour acceptation à la maîtrise d'ouvrage dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, en cas d'absence de décision expresse du maître d'ouvrage, le remplaçant n'est pas considéré comme accepté.

3.3 AUTRES INTERVENANTS

3.3.1 CONTROLE TECHNIQUE

☐ Sans objet.

☒ Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

☐ Le maître d'ouvrage a attribué le contrôle technique de l'opération à

3.3.2 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

☐ Sans objet.

☒ La coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

☐ Le maître d'ouvrage a attribué la coordination sécurité et protection de la santé de l'opération à

L'opération relève de la catégorie ☐ 1 ☐ 2 ou ☒ 3, conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

Conformément aux articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

3.3.3 COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

☒ Sans objet.

☐ La mission de coordination SSI est confiée au maître d'œuvre dans le cadre d'une mission complémentaire.

☐ La coordination des systèmes de sécurité incendie sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

☐ Le maître d'ouvrage a attribué la coordination sécurité et protection de la santé de l'opération à

Le contenu de la mission confiée est conforme à la norme NF S61-931 de février 2014.

3.3.4 ORDONNANCEMENT PILOTAGE ET COORDINATION

☒ Sans objet.

☐ La mission d'OPC est confiée au maître d'œuvre dans le cadre de sa mission de maîtrise d'œuvre.

☐ La mission d'OPC sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

☐ Le maître d'ouvrage a attribué la coordination sécurité et protection de la santé à

3.3.5 INSPECTION DU TRAVAIL

Il est précisé que l'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail. Ses coordonnées sont les suivantes :

Contrôle général des armées
Inspection du travail dans les armées
60 boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75509 PARIS CEDEX 15

4 CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

4.1 PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG-MOE.

Restrictions diverses : Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

4.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire est soumis à l'application de l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 5-2 du CCAG-MOE, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le RPA afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au RPA d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

4.4 MESURES PARTICULIERES DE SECURITE

Il est fait application de l'article 5.3 du CCAG-MOE.

5 MESURES PRISES AU TITRE DE L'ACHAT RESPONSABLE

5.1 DISPOSITIONS SOCIALES PRISES AU TITRE DU MARCHE

5.1.1 CLAUSES D'INSERTION SOCIALES, CLAUSE DU MILITAIRE BLESSE ET CLAUSE D'INCITATION A L'ACTIVITE DE RESERVE ET A LA GARDE NATIONALE

☒ Sans objet au titre du marché de maîtrise d'œuvre.

☐ Les dispositions de l'article 18-1 du CCAG-MOE s'appliquent : il sera réalisé une action d'insertion sociale permettant à un militaire blessé d'effectuer un stage de découverte au sein de l'entreprise.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires.

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage fournie par le soumissionnaire lors de la remise de son offre.

Le volume exigé est d'un à trois mois de stage, à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution du marché.

Le maître d'œuvre peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines de l'entreprise souhaitable. À cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans les locaux du maître d'œuvre en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage.

Le contrôle et l'évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale est conforme aux prescriptions de l'article 18-1 du CCAG-MOE.

5.1.2 CLAUSES INCITATIVES

5.1.2.1 CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLE » (RFR) ET DE LABELLISATION « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES » (RFAR)



Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information :

Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte RFR puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 :2017 dans ses processus internes.

5.1.2.2 CERTIFICATION DE BONNE EXECUTION DU MARCHE (CBEM)

Le maître d'ouvrage peut délivrer au titulaire du présent marché ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du maître d'ouvrage qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat est conditionné par : (liste non exhaustive) :

- ✓ La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s si elle est conforme aux stipulations contractuelles ;
- ✓ La relation commerciale se révélant de qualité ;
- ✓ La non-application de pénalités pour retard ;
- ✓ L'absence de résiliation aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service en charge du suivi de l'exécution des prestations.

5.1.2.3 CLAUSE D'INCITATION A UNE DEMARCHE DE LABELLISATION « EGALITE PROFESSIONNELLE FEMME-HOMME »

Créé en 2004, le Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes vise à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles.

Ce label, propriété de l'Etat, permet à la structure candidate ou labellisée d'évaluer ses processus de ressources humaines et de les modifier le cas échéant. Délivrées par AFNOR Certification, il reconnaît et fait connaître les bonnes pratiques de recrutement et d'évolution professionnelle valorisant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le ministère des Armées s'est vu décerner par l'AFNOR, le 24 mai 2022, le label « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » récompensant l'engagement des armées, directions et services pour l'ensemble des actions mises en place en faveur de la cohésion sociale, l'inclusion, l'égalité des chances et la lutte contre toutes les formes de discrimination.

Aussi, afin d'inciter ses partenaires économiques à promouvoir l'égalité femmes-hommes, la démarche de labellisation du candidat est valorisée au titre du critère d'attribution « Achat Responsable » de cet accord-cadre.

5.2 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES PRISES AU TITRE DU MARCHE

☒ Sans objet au titre du marché de maîtrise d'œuvre.

☐ Les dispositions de l'article 18-2 du CCAG-MOE s'appliquent :

6 MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

6.1 DEFINITION DES ELEMENTS DE MISSION

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP.

6.1.1 MISSION DE BASE

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants :

- ✓ AVP études d'avant-projet ;
- ✓ PRO études de projet ;
- ✓ ACT assistance à la passation des marchés de travaux ;
- ✓ EXE ou VISA études d'exécution ou examen de leur conformité au projet et visa :
 - ☒ visa ☐ visa partiel et études d'exécution partielles ☒ études d'exécution intégrales ;
- ✓ DET direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- ✓ AOR assistance aux opérations de réception.

6.1.2 AUTRE(S) MISSION(S) DE MAITRISE D'ŒUVRE

☒ Sans objet.

☐ Les études de diagnostic sont :

☐ confiées au maître d'œuvre ☐ confiées à un autre prestataire ☐ déjà réalisées

En sus de la mission de base, le maître d'œuvre réalisera également les éléments de mission suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP :

☐ OPC - Ordonnancement Pilotage et Coordination

6.1.3 MISSIONS COMPLEMENTAIRES

☒ Sans objet.

☐ Le maître d'œuvre réalise également les éléments de missions complémentaires suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP :

☐ Coordination SSI

6.2 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

6.3 MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU GROUPEMENT

La modification de la composition d'un ou plusieurs membres du groupement titulaire s'effectue par voie d'avenant sous réserve que le nouveau membre du groupement dispose des capacités techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes du membre substitué conformément aux dispositions à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique.

6.4 DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet.

7 DEMARRAGE DE LA MISSION

7.1 REUNION DE LANCEMENT

La convocation à la réunion de lancement s'effectue par ordre de service du maître d'ouvrage. Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 8.1.3 du présent CCAP.

La réunion a lieu dans les locaux de l'USID de Toulouse sis 69 rue Saint Jean à BALMA (31) sur le même site que celui sur lequel sera réalisé le chantier.

7.2 PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

En sus de ses attributions définies à l'article L. 2421-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre en tant que de besoin, avant le début des études :

- ✓ Les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci ;
- ✓ Les études de diagnostic déjà réalisées ;
- ✓ Les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - Les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.) ;
 - Les diagnostics amiante et pollution ;
 - Les résultats et analyses des campagnes de sondages et des études de sols (Mission G1 – Etude géotechnique préalable définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) ;
 - Le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc. ;
 - Les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage ;
 - Les résultats des mesurages de caractérisation acoustique du site ;
- ✓ Ses éventuelles exigences d'obtention de labels ;
- ✓ Toute information relative à la protection des données personnelles.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

8 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

8.1.1 COMMUNICATION AU TITULAIRE (ORDRE DE SERVICE)

En précision de l'article 3.8 du CCAG MOE, toutes décisions ou communications du maitre d'ouvrage ou de son représentant est transmise directement par **un ordre de service (OS)**. Cet OS peut être notifié par tous moyens de transmission numériques ou matériels permettant la traçabilité de cet envoi.

La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé réception que doit retourner par courrier électronique le titulaire. Le maitre d'ouvrage et le maitre d'œuvre confirmeront la ou les adresses électroniques vers lesquelles seront adressés les courriers électroniques.

Lorsque le maitre d'œuvre estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 (quinze) jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG-MOE.

8.1.2 COMMUNICATION DU TITULAIRE

Toute communication au maitre d'ouvrage est réalisée par tout moyen de transmission numérique permettant de donner une date/heure certaine.

Cependant, le maitre d'ouvrage peut demander au maitre d'œuvre la transmission des documents par voie postale en supplément de la transmission numérique ci-dessus sans que le maitre d'œuvre ne puisse réclamer une indemnité.

8.1.3 COMPTE-RENDU DE REUNION

Les comptes rendus des réunions sont établis par le maître d'ouvrage et adressés au maitre d'œuvre dans un délai de cinq jours ouvrés pour avis (transmission pour tout moyen numérique ou matériel permettant une date certaine). Le maitre d'œuvre doit reprendre les remarques du maitre d'ouvrage dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception de ces dernières (transmission pour tout moyen numérique ou matériel permettant une date certaine).

Les comptes rendus des réunions valent accord des décisions prises au cours de ces réunions, décisions qui s'imposent alors au maitre d'œuvre sans qu'il ne soit besoin d'un ordre de service.

8.2 REUNIONS ENTRE LES PARTIES

8.2.1 EN PHASE CONCEPTION

La convocation à la première réunion de conception s'effectue par ordre de service du maitre d'ouvrage. Pour les réunions suivantes, par principe le compte-rendu de la réunion précédente indique la nouvelle date de convocation. Néanmoins, un ordre de service pourra être rédigé et notifié au maitre d'œuvre par le maitre d'ouvrage.

Les réunions de conception ont lieu dans les locaux de Toulouse ou bien dans les locaux du site sur lequel sera réalisé le chantier.

La fréquence des réunions de conception est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage. Elle est généralement mensuelle mais les réunions pourront être plus rapprochées le cas échéant. Dans ce cas, le maitre d'œuvre ne peut prétendre ni à indemnité, ni à supplément de prix.

D'autres intervenants peuvent également assister à ces réunions, notamment lorsque ces réunions font l'objet de mises au point techniques avec les utilisateurs afin de prendre en compte les adaptations indispensables.

Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 8.1.3 du présent CCAP.

8.2.2 EN PHASE REALISATION

Les réunions d'avancement sont des réunions de coordination entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Elles n'ont pas vocation à servir de réunion de chantier réunissant tous les corps d'état.

Les réunions d'avancement ont pour objet de traiter des études d'exécution et de toutes les difficultés liées à l'exécution du marché, de gérer l'interface fonctionnelle et technique avec le fonctionnement du futur ouvrage et de gérer les demandes diverses d'accès au site. Elles sont animées par le maître d'ouvrage.

La convocation à la première réunion de réalisation s'effectue par ordre de service du maître d'ouvrage.

Pour les réunions suivantes, par principe le compte-rendu de la réunion précédente indique la nouvelle date de convocation. Néanmoins, un ordre de service pourra, être rédigé et notifié au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

Les réunions d'avancement ont lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier. Elles sont systématiquement précédées d'une visite de chantier et d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution.

La fréquence des réunions est laissée à l'initiative du maître d'ouvrage. Elle est généralement mensuelle mais les réunions pourront être plus rapprochées le cas échéant. Dans ce cas, le maître d'œuvre ne peut prétendre ni à indemnité, ni à supplément de prix.

D'autres intervenants peuvent également assister à ces réunions, notamment lorsque ces réunions font l'objet de mises au point techniques afin de prendre en compte les adaptations indispensables.

Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 8.1.3 du présent CCAP.

8.2.3 EN PHASE SUIVI DES GARANTIES

Il n'est pas prévu de réunion durant cette phase, néanmoins en cas de besoin, des réunions seront initiées par le maître d'œuvre.

8.3 DEMARCHE BIM ET MAQUETTE NUMERIQUE

☒ L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM

☐ L'opération fait l'objet d'une démarche BIM, décrite dans le cahier des charges BIM

Dans le cadre de ce marché, le BIM est défini comme la méthode de travail basée sur la collaboration autour d'une maquette numérique. Les objectifs et les cas d'usage poursuivis par le maître d'ouvrage en matière de BIM sont définis dans le cahier des charges BIM de l'opération. Ils sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération. Le maître d'œuvre réalise sa mission conformément à la convention BIM.

Les niveaux de définition de la maquette numérique et les livrables qui en sont extraits sont établis en cohérence avec les phases de conception telles que précisées dans le CCTP, conformément aux dispositions du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique et de l'annexe 20 du même code précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

8.4 PRESENTATION ET VERIFICATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

8.4.1 FORMAT ET SUPPORT POUR LA REMISE DES ETUDES

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester la date de remise.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée. A défaut, le maître d'œuvre devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

Certaines prestations peuvent faire l'objet d'une remise matérialisée (dossier papier), dans les quantités définies ci-après :

	Nombre d'exemplaires
Etude d'avant-projet	2
Dossier de permis de construire	1
Etudes de projet	3
Dossier de consultation des entreprises	1
Rapport d'analyse des candidatures et/ou des offres	1
Dossier des ouvrages exécutés	3

8.4.2 POINT DE DEPART DES DELAIS DE PRESENTATION DES DOCUMENTS

Le point de départ des délais de présentation des études fixés sont définis de la manière suivante :

	Point de départ des délais de présentation des études
Etudes d'avant-projet	Date indiquée dans l'ordre de service
Etudes de projet	<i>A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.</i>
Etudes d'exécution	
Dossier des ouvrages exécutés	Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entrepreneurs

8.4.3 DELAIS DE VERIFICATION DES DOCUMENTS ET DE PRISE DE DECISION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Conformément à l'article 20.2 du CCAG-MOE, la décision du maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, ou d'ajourner ou de rejeter les documents d'études intervient avant l'expiration des délais suivants :

	Délais de vérification et de prise de décisions
Etudes d'avant-projet	8 semaines
Etudes de projet	8 semaines
Eléments du DCE produits par le maître d'œuvre	4 semaines
Rapport d'analyse des candidatures et/ou des offres	4 semaines
Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE :

- ✓ L'absence de décision du maître d'ouvrage dans les délais précités ne vaut pas admission tacite ;
- ✓ La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission du maître d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

L'admission d'un élément de mission ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 2.1 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser d'admettre les prestations et demander au maître d'œuvre, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

8.4.4 DECISIONS D'AJOURNEMENT, DE REFACTION OU DU REJET NOTIFIEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Si le maître d'ouvrage n'admet pas les études remises par le maître d'œuvre, il peut prendre les décisions suivantes :

- ✓ Ajournement dans les conditions définies par l'article 21.2 du CCAG-MOE ;
- ✓ Réfaction dans les conditions définies par l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- ✓ Rejet dans les conditions définies par l'article 21.4 du CCAG-MOE.

8.5 MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE L'ASSISTANCE APPOREE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Les prestations à réaliser au titre de la mission de base sont exécutées sur le principe d'une dévolution prévisionnelle des marchés de travaux :

- ☐ En marchés allotis par corps d'états
- Ou
- ☐ En marchés allotis par regroupement de corps d'état
- Ou
- ☒ À une entreprise générale ou un groupement momentané d'entreprises si les conditions de dérogation à l'allotissement définies à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique sont remplies avant le démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre.

Au moment de la signature du marché avec le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage envisage la passation des marchés de travaux selon la procédure suivante :

- ☐ Marché à procédure adaptée, ouvert ou restreint, sans négociation
- ☒ Marché à procédure adaptée, ouvert ou restreint, avec négociations requérant l'assistance du maître d'œuvre
- ☐ Appel d'offres ouvert ou restreint

Le maître d'œuvre inclut obligatoirement des clauses relatives à l'achat responsable (à portée sociale et environnementale) dans l'ensemble des marchés de travaux.

- Durant la consultation :

Le maître d'œuvre devra participer à l'organisation des visites obligatoires et en assurera l'organisation dans les conditions prévues par le(s) règlement(s) de consultation des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre doit communiquer un projet de réponse au maître d'ouvrage pour chaque question technique posée par les opérateurs économiques aux marchés de travaux.

- Durant l'analyse :

Lors de l'analyse des candidatures et des offres, une connaissance approfondie ainsi qu'une stricte application de la réglementation relative à la commande publique sont attendues du maître d'œuvre.

Toute demande complémentaire formulée en ce sens pour la composition du rapport devra être accomplie par le maître d'œuvre et rémunérée sur la base du seul forfait de rémunération.

Pour l'établissement du rapport d'analyse, le maître d'œuvre devra faire usage des trames et modèles fournis par le maître d'ouvrage, et devra répondre au degré d'exigence imposé. Il ne saurait se prévaloir d'une charge de travail qu'il n'a pu anticiper et reprendra autant de fois que nécessaire le ou les documents attendus.

L'analyse des candidatures et offres est susceptible de se décomposer en plusieurs phases. Le maître d'œuvre devra en conséquence proposer autant de documents d'études que de phases d'analyse, dans le respect des règles et des finalités prévues par la réglementation relative à la commande publique.

Les phases d'analyse susceptibles de s'appliquer sont les suivantes :

- Analyse des candidatures (est réputée comprendre l'ouverture des plis) ;
- Analyse des offres avant négociation ;
- Établissement d'un plan de négociation applicable à chaque offre pré retenue ;
- Analyse des offres après négociation.

Pour l'analyse des candidatures et offres (avant et après négociation, le cas échéant), un tableau d'analyse comparative ainsi qu'un rapport exhaustif est à remettre.

Il est attendu une formulation écrite, une grammaire complète et le respect des règles d'orthographe. A défaut, le rapport sera retourné au maître d'œuvre sans octroi de délai supplémentaire.

Le maître d'œuvre doit analyser chaque offre selon une méthodologie unique. Pour ce faire il doit notamment :

- Identifier les attentes de l'administration pour chaque capacité technique et professionnelle, critère et/ou sous critère ;
- Confronter chaque candidature/offre à ces attentes et en conclure sur leurs avantages ou carences ;
- Identifier de manière précise la singularité de chaque candidature/offre ;
- Proposer un cadre de mémoire technique sur la base desquelles les entreprises devront ou pourront répondre (analyse des offres uniquement) ;
- Proposer une analyse détaillée des candidatures et offres, critère par critère (et sous-critère le cas échéant), de 1 500 caractères minimum par critère/s (et sous critère le cas échéant).

A noter :

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de commander la production d'une première analyse des offres anticipée portant sur une partie des lots du marché (ex : « petits lots », mise en concurrence anticipée sur lot déconstruction/désamiantage...). Ce premier rapport ne saurait donner lieu à aucune évolution du prix forfaitaire.

L'ajournement des prestations ne saurait donner droit à des délais d'exécution complémentaires.

8.6 MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DE LA DIRECTION DE L'EXECUTION DU OU DES MARCHES DE TRAVAUX (DET)

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission de direction de l'exécution du ou des marchés publics de travaux sont fondées sur le principe de l'application des stipulations du CCAG-TVX approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sous réserve des dérogations prévues dans les pièces contractuelles du ou de ces marchés.

8.6.1 REUNIONS DE CHANTIER

Pour exercer le contrôle général des travaux il est imposé un minimum d'une réunion de chantier par semaine avec les différents entrepreneurs. Cette réunion de chantier est obligatoirement décorrélée du jour de la visite de contrôle inopinée définie ci-après.

Le maître d'œuvre est seul responsable de la conduite des réunions de chantier.

Le maître d'ouvrage est invité aux réunions de chantier par le maître d'œuvre. Il est libre d'y assister ou de s'y faire représenter.

Le maître d'œuvre établit et diffuse les comptes rendus dans un délai de 5 jours à compter de la réunion. Le maître d'ouvrage est destinataire des comptes rendus des réunions de chantier. Ces comptes rendus doivent à minima mentionner l'avancement des travaux.

8.6.2 VISITES DE CONTROLE INOPINEES

Le maître d'œuvre doit effectuer au minimum une visite de contrôle inopinée par semaine. Cette visite de contrôle aura lieu à un jour différent chaque semaine. Le titulaire établit et diffuse le compte-rendu dans un délai de 48 heures à compter de sa visite. Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au conducteur d'opération, ou son représentant.

Tout évènement susceptible d'entraîner des difficultés et tout incident doit être immédiatement signalé au maître d'ouvrage.

8.6.3 ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service sont écrits, signés, datés et numérotés par le maître

d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage si l'ordre de service :

- ✓ porte sur la notification des dates des commencements des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- ✓ entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

8.6.4 AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS DES ENTREPRISES CHARGEES DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires des marchés de travaux et à leur sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>). Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

Le maître d'œuvre reçoit communication des demandes d'agrément émises par les entrepreneurs sur SUBCLIC.

Il doit s'assurer du respect de la pleine composition du dossier de demande d'agrément conformément aux dispositions des cahiers des charges leur étant applicable, et des capacités économiques, techniques et professionnelles de l'opérateur économique présenté. Il doit également s'assurer de la compatibilité des montants des actes spéciaux avec les montants disponibles des marchés de travaux.

Le délai d'analyse du dossier est de 3 jours ouvrés.

Tout acte spécial en plus ou moins-value devra faire l'objet d'un visa du maître d'œuvre.

8.6.5 VERIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux.

Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

8.6.6 VERIFICATION PAR LE MAITRE D'ŒUVRE DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DES ENTREPRENEURS ET ETABLISSEMENT DU PROJET DE DECOMPTE GENERAL

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi et notifié par l'entrepreneur en application des articles 12.3.1 et 12.3.2 du CCAG-Travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, en application de l'article 12.4.1 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général.

8.7 MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DURANT LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR)

8.7.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)

Dans le respect du CCAG Travaux, à l'achèvement des travaux, le maître d'œuvre veillera à :

- ✓ Convoquer les titulaires des marchés de travaux,
- ✓ Inviter le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception.

La proposition de réception est adressée au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours maximum après les opérations préalables à la réception.

8.7.2 LEVEE DES RESERVES

Le maître d'œuvre doit, durant la période de levée des réserves, assurer des réunions et/ou des visites de contrôles au minimum hebdomadaires. Le maître d'œuvre établit et diffuse le compte-rendu de réunion ou de visite dans un délai de 48 heures à compter de sa visite. Ce compte rendu peut prendre la forme d'un courriel adressé au conducteur d'opération, ou son représentant et est adressé par ordre de service à/aux l'entrepreneur(s) concerné(s). Ce compte-rendu doit à minima mentionner le suivi de l'avancement des réserves, les actions pour lever les réserves assorties d'un délai.

Des procès-verbaux de levée partielle des réserves sont adressés au maître d'ouvrage ainsi que le PV de levée final, afin que ce dernier rédige et adresse les décisions correspondantes.

9 UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par application des stipulations des articles 22 et suivants du CCAG/MOE les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, notamment les plans et photographies, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du maître d'œuvre. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et vaut pour le monde entier.

L'auteur jouit également du droit au respect de son œuvre. Ce droit autorise l'auteur à faire sanctionner toute altération ou dénaturation de son œuvre, à l'exception de celles qui sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public et notamment la destination de l'ouvrage ou son adaptation à des besoins nouveaux.

Par dérogation à l'article 24.6.3 le maître d'œuvre ne peut librement publier les résultats que sous réserve des obligations de confidentialité fixées au présent CCAP et de l'accord express et préalable du maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage se prononcera sur son accord quant à la mention de son nom lors de la publication.

Au sens de l'article 24.7 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage ou le tiers désigné ne prévoient pas d'exploitation commerciale des résultats.

10 DELAIS PARTICULIERS

10.1 VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément aux dispositions décrites dans les marchés de travaux faisant référence au C.C.A.G travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Le titulaire du marché de travaux remet au maître d'œuvre via CHORUS PRO avant la fin de chaque mois, un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci. Ce projet est établi conformément au modèle qui sera remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le montant du projet d'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur

Le délai de vérification par le maître d'œuvre et de transmission à la conduite d'opération du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 (cinq) jours à compter de la date de

dépôt dans CHORUS PRO. Ce délai s'arrête quand le projet de décompte mensuel est complet et exploitable par les services comptables de l'Etat.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. Le maître d'œuvre transmet au maître de l'ouvrage le décompte mensuel.

La notification du décompte mensuel par voie dématérialisée (chorus pro) doit intervenir dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la réception de la date de demande de paiement mensuelle. L'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un groupement et par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux mentionnée dans le marché de travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

10.2 VERIFICATION DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et transmis via CHORUS PRO (conformément aux dispositions décrites dans les marchés de travaux et en référence au C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux).

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit le décompte général afin de le transmettre au maître de l'ouvrage (dans les conditions définies dans les marchés de travaux et selon les références au C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux).

Les délais de vérification du projet de décompte final par le maître d'œuvre et de transmission à la conduite d'opération du décompte général sont fixés à 7 (sept) jours à compter du dépôt dans CHORUS PRO. Ce délai s'arrête quand le décompte général est complet et exploitable par les services comptables de l'Etat.

10.3 INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION

Par dérogation à l'article 55 du CCAG travaux, le délai global d'instruction des mémoires en réclamation est porté à **45 (quarante-cinq) jours** à compter de la date de réception du mémoire en réclamation par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage par application de l'article 55 du CCAG Travaux.

Afin de permettre à la maîtrise d'ouvrage de prendre une décision, le maître d'œuvre devra fournir au maître d'ouvrage **un avis détaillé, argumenté et chiffré sur le mémoire de réclamation dans un délai de 10 (dix) jours** à compter de la réception de celui-ci.

10.4 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Les opérations préalables à la réception (OPR) se déroulent conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La méthode de recueil des observations, le cadre de suivi ainsi que le planning détaillé des OPR seront soumis à l'approbation du maître de l'ouvrage, préalablement à leur déroulement. Pour ce faire, le planning sera fourni dans un délai de **15 (quinze) jours** minimum avant la tenue des OPR.

10.5 VISA DES DOCUMENTS D'EXECUTION

Le délai de l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entreprises et leur visa est fixé à **10 (dix) jours calendaires** après remise des documents au maître d'œuvre, tant au stade de la période de préparation des travaux qu'au stade de leur exécution.

10.6 PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le maître d'œuvre, au titre de sa mission de base, s'assurera de remédier à l'ensemble des désordres constatés durant le délai de GPA. Il émettra tout avis technique nécessaire au traitement des désordres, sur demande du maître d'ouvrage ou constaté suite aux visites effectuées.

Il émettra les ordres de service utiles auprès des entreprises concernées et apportera son expérience technique au maître d'ouvrage. Sa mission, au titre de la GPA sera, le cas échéant, prolongée d'autant que le délai de celle-ci en cas de prolongation décidée par le maître d'ouvrage sans rémunération complémentaire.

L'avis technique sera émis dans un délai de **48 (quarante-huit) heures** à compter de la saisine de du maître d'ouvrage ou de la visite. Le maître d'œuvre établira les ordres de service dans un délai de **48 (quarante-huit) heures** maximum demandant aux entreprises de traiter les désordres constatés.

La résolution de problèmes complexes, fera l'objet de réunions contradictoires organisées par le maître d'ouvrage, auxquelles le maître d'œuvre devra obligatoirement participer.

D'autre part, il effectuera a minima une visite de fin de GPA **4 (quatre) semaines** avant l'expiration du délai de celle-ci.

11 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

11.1 NATURE DES MODIFICATIONS

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase réalisation, relèvent d'une des trois catégories ci-après :

- ✓ **1^{ère} catégorie** : autres modifications que celles énoncées en catégories 2 et 3, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études.
- ✓ **2^{ème} catégorie** : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage.
- ✓ **3^{ème} catégorie** : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat.

11.2 RAPPORT DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'œuvre établit, dans les 10 jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître d'ouvrage précisant :

- ✓ Les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- ✓ La ou les solutions que propose le maître d'œuvre ;
- ✓ Les conséquences techniques de chaque solution ;
- ✓ L'estimation financière des travaux à réaliser ;
- ✓ L'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation des travaux ;
- ✓ L'avis de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-avant ;
- ✓ L'éventuelle incidence financière sur la rémunération du titulaire.

11.3 DECISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

La décision du maître d'ouvrage est notifiée au titulaire dans les 15 (quinze) jours suivant la présentation du rapport objet du paragraphe 10.2 ci-dessus.

En cas de modification(s) du besoin initial décidée(s) par le maître d'ouvrage, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant pour déterminer – par la négociation – les incidences éventuelles tant sur les délais que sur le coût prévisionnel des travaux et la rémunération correspondante du titulaire du présent marché.

Faute d'accord permettant la conclusion d'un avenant, il est statué par décision du maître d'ouvrage. Cette décision est susceptible de recours dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 35 du CCAG-MOE.

11.4 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION

11.4.1 MODIFICATIONS DE 1^{ÈRE} CATEGORIE

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation du projet au besoin initial sans modification de l'enveloppe financière (APS et APD inclus) ou du coût prévisionnel des travaux (PRO), ni supplément de rémunération.

11.4.2 MODIFICATIONS DE 2^{ÈME} ET 3^{ÈME} CATEGORIE

Ces modifications peuvent donner lieu à modification de l'enveloppe financière travaux initiale ou du coût prévisionnel des travaux et du forfait de rémunération. L'absence de rapport établi par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 10.2 ci-dessus entraîne le renoncement du maître d'œuvre à ces dispositions.

Conformément aux dispositions de l'article 10.3 ci-dessus, le maître de l'ouvrage notifie sa décision accompagnée le cas échéant d'une proposition d'avenant qui prend en compte les modifications concernées et qui détermine les incidences financières éventuelles portant soit sur l'enveloppe financière travaux initiale, soit sur le coût prévisionnel des travaux, ainsi que sur la rémunération du titulaire.

Le forfait de rémunération et l'enveloppe financière travaux ou le coût prévisionnel des travaux doivent figurer dans l'avenant aux conditions économiques du mois Mo (Mo études) fixé dans l'acte d'engagement.

Les études devenues caduques suite à des suppressions de prestations du besoin initial sont rémunérées à hauteur des études réellement effectuées avec un abattement de 10%.

Les autres études sont rémunérées en fonction des éléments de mission à réaliser et des taux élémentaires figurant dans l'acte d'engagement. Le point de départ des études correspondantes commence à l'élément de mission immédiatement postérieur à celui pendant lequel se produit la notification de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur de modification des prestations.

11.5 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX

11.5.1 MODIFICATIONS DE 1^{ERE} CATEGORIE

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modification du coût de réalisation des travaux ni supplément de rémunération.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport prévu au 10.2 ci-dessus, le maître d'ouvrage notifie sa décision sur les modifications, et éventuellement le montant des retenues provisoires à effectuer sur les prochains acomptes en application des dispositions de l'article 13 du présent CCAP.

Ces modifications de 1^{ère} catégorie sont comptabilisées dans le calcul du coût constaté à comparer avec le coût de réalisation des travaux.

11.5.2 MODIFICATIONS DE 2^{EME} ET 3^{EME} CATEGORIE

Ces modifications peuvent donner lieu à évolution du forfait de rémunération. Si leurs cumuls dépassent le seuil de 3%, en plus ou en moins, de la valeur initiale du coût de réalisation des travaux (valeur Mo Etudes), alors ces modifications ne sont pas comptabilisées dans le coût constaté des travaux.

En dehors de la clause prévue au premier alinéa du présent paragraphe, les modifications sont prises en compte dans le cadre d'un avenant conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-MOE. Cet avenant prend en compte les modifications décidées par la maîtrise d'ouvrage ainsi que les incidences en résultant en matière de délais, de coût de réalisation des travaux et de rémunération correspondante.

12 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission de base du maître d'œuvre s'achève à la fin de la partie technique délai de "Garantie de Parfait Achèvement" (telle que définie à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai en cas de désordre déclaré et non encore traité ou si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient à la date « au plus tard » entre la fin du délai de GPA ou la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

13 REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE – VARIATION DES PRIX

13.1 FORFAIT DE REMUNERATION

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

13.1.1 FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION DE LA MISSION DE BASE (F_0)

Le forfait de rémunération de la mission de base fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

Le montant du forfait provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- ✓ Le contenu de la mission fixée par le CCAP et le CCTP ;
- ✓ Le programme ;
- ✓ La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- ✓ Les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- ✓ Les délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- ✓ Les modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;
- ✓ La durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- ✓ Le découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- ✓ La continuité du déroulement de l'opération ;
- ✓ Le coût en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du code de la commande publique et selon les modalités définies aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de base f_0 est le produit du taux de rémunération t fixé à l'article 2.2 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux C_0 de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement.

$$f_0 = C_0 \times t$$

13.1.2 FIXATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX ET DU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION DE LA MISSION DE BASE (F) – CLAUSE DE REEXAMEN

Après réception de l'APD par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût définitif des travaux, que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues au CCAP, ainsi que sa rémunération définitive.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de base F est arrêté et fixé par avenant dès que le coût prévisionnel des travaux (C_p) est établi sur la base des résultats de l'élément de mission APD acceptés par le maître d'ouvrage.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre et accepté par le maître d'ouvrage n'est pas établi selon les conditions économiques du mois M_0 Etudes, il est fait application – pour les stipulations du présent article – d'un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 pris respectivement au mois de la valeur du coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre (si cet index est inconnu à la date d'établissement de l'avenant, c'est le dernier indice connu qui est utilisé) et au mois M_0 Etudes.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

- ✓ Si le coût prévisionnel des travaux C_p est inférieur à l'enveloppe financière prévisionnelle prévue allouée aux travaux C_0 , le forfait de rémunération définitif de la mission de base F est égal au forfait provisoire de rémunération f_0 majoré d'un montant m_{maj} égal au produit de la différence entre le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C_0 et le coût prévisionnel des travaux C_p par 0,05. Cette majoration étant dans la limite de 10% du forfait provisoire de rémunération de la mission de base f_0 .

$$\text{Si } C_p < C_0 \quad \text{alors } F = f_0 + m_{maj}$$

$$\text{où } m_{maj} = 0.05(C_0 - C_p) \quad \text{et} \quad m_{maj} < 0.1f_0$$

- ✓ Si le coût prévisionnel des travaux C_p est égal ou supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C_0 mais inférieur ou égal à $C_0+5\%$, le forfait de rémunération définitif F est égal au forfait provisoire f_0 .

$$\text{Si } C_0 \leq C_p \leq 1.05C_0 \quad \text{alors} \quad F = f_0$$

- ✓ Si le coût prévisionnel des travaux C_p est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux $C_0+5\%$, et dans la limite de $+20\%$, le forfait de rémunération définitif de la mission de base F est égal au forfait provisoire de rémunération de la mission de base f_0 minoré d'un montant m_{min} égal au produit du taux de rémunération provisoire t par la différence entre le coût prévisionnel des travaux C_p et le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux C_0 majoré de 5% .

$$\text{Si } 1.05C_0 < C_p < 1.2C_0 \quad \text{alors } F = f_0 - m_{min}$$

$$\text{où } m_{min} = t(C_p - 1.05C_0)$$

- ✓ Si le coût prévisionnel des travaux C_p est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux $C_0+20\%$, le forfait de rémunération définitif fait l'objet d'une négociation entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Le taux définitif de rémunération t' de la mission de base est défini comme suit :

$$t' = F/C_p$$

Ce taux définitif de rémunération t' est utilisé pour le calcul des pénalités pour dépassement du seuil de tolérance défini à l'article 12.2.2 du présent CCAP.

13.2 ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE

13.2.1 ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE RESPECT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C_p sur la base de l'exécution des études d'avant-projet définitif APD. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût prévisionnel des travaux C_p assorti d'un taux de tolérance fixé à 4% (quatre pourcent) au coût de référence des travaux (**CRT**).

13.2.1.1 CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX **C_p**

Le coût prévisionnel des travaux **C_p** est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **M_{0 Etudes}** fixé en annexe à l'acte d'engagement fourni à la notification du marché.

13.2.1.2 COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX **CRT**

Le coût de référence des travaux **CRT** correspond à la somme des montants des marchés de travaux tels qu'ils résultent de la consultation, corrigée par un coefficient égal au rapport des index BT01 au mois **M_{0 Etudes}** du marché de maîtrise d'œuvre sur l'index BT01 du mois **m₀** des offres travaux.

$$CRT = \sum \text{montants des offres} \left(\frac{\text{Index BT01}_{M_0 \text{ Etudes}}}{\text{Index BT01}_{m_0 \text{ offres}}} \right)$$

13.2.1.3 TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance défini supra, le maître de l'ouvrage peut :

- ✓ Déclarer la consultation infructueuse et demander la reprise des études ;
- ✓ Demander l'ouverture des négociations si la procédure le permet (procédure adaptée) ;
- ✓ Décider de notifier les marchés travaux en l'état. Dans ce cas, l'opération se poursuit sans modification de la rémunération définitive du maître d'œuvre arrêtée par avenant à l'issue de l'APD.

Dans le cas où le maître d'ouvrage choisit de demander la reprise des études, le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à une rémunération complémentaire. Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 2 mois à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

Dans le cas où le maître d'ouvrage choisit de demander l'ouverture des négociations, le maître d'œuvre fait des propositions au maître de l'ouvrage dans un délai de 1 mois suivant la demande pour aboutir à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance défini supra.

13.2.2 ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE RESPECT DU COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de référence des travaux (**CRT**). Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût de réalisation des travaux (**CDRT**) au coût de référence des travaux (**CRT**) assorti d'un taux de tolérance fixé à 4% (quatre pour cent)

13.2.2.1 CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT DU COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX **CRT**

Le coût de référence des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **m₀** de remise des offres des marchés de travaux. Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

13.2.2.2 COUT DE REALISATION DES TRAVAUX **CDRT**

Le coût de réalisation **CDRT** des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux et des avenants, hors révision de prix.

13.2.2.3 TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité **m_n** égale au produit du taux de

rémunération définitif (**t'**) par la différence entre le coût de réalisation des travaux (**CDRT**) et le coût de référence des travaux (**CRT**) majorée de 3%.

$$m_n = t'[CDRT - (CRT \times 1.03)]$$

Conformément à l'article R. 2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

13.3 VARIATION DES PRIX

13.3.1 FORME DU PRIX

Le prix est révisable suivant les modalités fixées ci-après.

13.3.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois défini en annexe de l'Acte d'Engagement : ce mois est appelé "mois zéro" (**M₀ Etudes**).

13.3.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index « ING Ingénierie »

13.3.4 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, la révision prévue par l'article 12.3.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (**C**) de révision donné par la formule :

$$C = 0.125 + 0.875 \left(I_m / I_0 \right)$$

Dans laquelle :

I₀ : Index ingénierie du mois « **M₀ Etudes** » (mois d'établissement des prix).

I_m : Index ingénierie du mois « **m** » : correspond à l'index du mois **m** tel que définit ci-après.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

En application de l'article R. 2191-28 du code de la commande publique, lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

13.3.4.1 POUR LES ELEMENTS D'ETUDE MISE AU POINT DE L'APS, APD, PRO, ACT, DIAG

Le mois **m** est le mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage.

13.3.4.2 POUR L'ELEMENT VISA/EXE

Le mois **m** est le mois au cours duquel une prestation de l'élément VISA/EXE est demandée en paiement.

13.3.4.3 POUR L'ELEMENT DET

Le mois **m** est le mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée.

13.3.4.4 POUR L'ELEMENT AOR

Pour la première partie de l'élément définie à l'article 8.7 du présent CCAP, le mois **m** est le mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage.

Pour la seconde partie, le mois **m** est le dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement.

14 REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE

14.1 AVANCE

Par application de l'article 11 option A du CCAG-MOE, une avance sera versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement, conformément aux conditions de l'article R.2191-7 du CCP. Le montant de cette avance est égal à 20% du montant du marché.

L'avance pourra être versée au sous-traitant s'il en fait la demande dans la mesure où il remplit les conditions du code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date indiquée dans l'ordre de service qui prescrit le début des prestations.

14.2 DEMANDES DE PAIEMENT

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>. Tout autre moyen de transmission sera réputé nul et non avenue.

Modalités de dépôt de la demande de paiement :

- ✓ La demande de paiement est déposée sur l'onglet « factures émises/dépôt factures »
- ✓ Vérifier et corriger si besoin les données qui se sont incrémentées,
- ✓ A la question « le destinataire est-il l'Etat ? », cochez OUI,
- ✓ Le SIRET s'incrémente automatiquement,
- ✓ Entrer le code service **D10711F069**
- ✓ **Valider.**

Mentions obligatoires à faire figurer sur la demande de paiement :

- ✓ N° d'engagement juridique et n° marché*
- ✓ Nom ou raison sociale et adresse complète
- ✓ Numéro de SIRET ou SIREN
- ✓ Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP au format SEPA)
- ✓ Numéro et date de la facture
- ✓ Quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC

**renseignements figurant dans l'annexe de l'acte d'engagement fourni à la notification du marché*

Si un sous-traitant est intervenu, la demande de paiement fera apparaître en plus :

- ✓ Montant TTC en paiement direct au sous-traitant,

La demande sera accompagnée de l'acte de sous-traitance.

Le taux de TVA appliqué sera celui en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

14.3 ACOMPTES

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- ✓ Le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- ✓ En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- ✓ En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;

- ✓ Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- ✓ Le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes d'avant-projet	80% à la remise du dossier
	20% à l'admission du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des marchés de travaux	50% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre
	30% à la remise du rapport d'analyse des offres
	20% après la mise au point des marchés de travaux
Etudes d'exécution	au prorata de l'avancement de la mission
Etudes de synthèse	au prorata de l'avancement de la mission
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des marchés de travaux	95 % répartis par acomptes mensuels proportionnels à l'avancement réel des travaux
	5 % à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entrepreneurs.
Assistance aux opérations de réception	60 % à compter de la date d'effet de la réception
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception
	10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre
	10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises
	5% à l'issue de l'année de parfait achèvement

14.4 ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Il est fait application de l'article 11.6 du CCAG-MOE.

14.5 DEMANDE DE PAIEMENT FINALE

Il est fait application de l'article 11-7 du CCAG-MOE. Le décompte final établi par le maître d'œuvre détaille :

- ✓ Le forfait définitif de rémunération ;
- ✓ Le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- ✓ Le montant des pénalités appliquées par le maître d'ouvrage et acceptées par le maître d'œuvre ;
- ✓ Le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- ✓ Le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- ✓ Le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Cependant, par dérogation à l'article 11.7.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage l'établit d'office, au frais du titulaire, et lui adresse.

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **45 (quarante-cinq) jours** pour notifier sa décision.

14.6 DECOMPTÉ GENERAL – SOLDE

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 11-8 du CCAG-MOE est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 11.8.2 du CCAG-MOE, le délai maximal de notification par le maître de l'ouvrage au titulaire du décompte général est de **60 (soixante) jours** à compter de la date de réception.

Par dérogation à l'article 11.8.2 et 11.8.5 du CCAG-MOE, si dans un délai de **60 (soixante) jours**, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire adresse un projet de décompte général conformément au maître d'ouvrage

En l'absence de réserves formulées par le maître d'ouvrage, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif **120 (cent-vingt) jours** suivants sa réception.

Par dérogation à l'article 11.8.6 du CCAG-MOE lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de **60 (soixante) jours** suivant la publication des index.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **45 (quarante-cinq) jours** pour notifier sa décision.

14.7 DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

15 SOUS-TRAITANCE

Le délai d'agrément du sous-traitant ne débute qu'à compter de la réception du dossier complet.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire fournit au maître d'ouvrage l'ensemble des documents suivants :

- ✓ La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire (le cas échéant par le cotraitant) ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation) ;
- ✓ Le numéro unique d'identification permettant au RPA d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R2193-13 ;
- ✓ Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- ✓ Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant :
 - Qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent ;
 - Ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ;
- ✓ RIB en cas de paiement direct (cf. conditions définies ci-après) ;
- ✓ Caution bancaire personnelle et solidaire, le cas échéant

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R-2193-10 du code de la commande publique (si le montant sous-traité est supérieur à 10% du montant total HT du marché).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire devra alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire peut être remplacée

par une délégation de paiement rédigée par le maître d'ouvrage et fournie sur simple demande du titulaire.

16 PENALITES

16.1 GENERALITES

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE le montant total des pénalités sont plafonnées à 20% du montant hors taxe du marché de maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités s'appliquent du simple fait de la constatation par le maître d'ouvrage.

16.2 PENALITES POUR RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents (cf. tableau ci-dessous), le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant HT par jour de retard calendaire est fixé à :

Document à fournir	Pénalité / jour de retard (en € HT)
AVP	200
PRO	100
ACT - DCE	
ACT – Rapport d'analyse des candidatures et/ou des offres (y compris mises au point nécessaire à la passation des marchés)	
AOR - DOE	500

16.3 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE

Si le délai fixé à l'article 9.1 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/5 000 (un cinq millième) du montant du décompte mensuel considéré arrondi à l'euro supérieur.

16.4 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA VERIFICATION DU DECOMPTE FINAL

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **100 (cent) euros HT**.

16.5 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION DES ENTREPRENEURS

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à **100 (cent) euros H.T.**

L'expiration du délai s'entend à la date de réception d'une analyse complète permettant une prise de décision par le RPA.

16.6 PENALITES POUR MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

16.6.1 PENALITES POUR ABSENCE A UNE REUNION OU A UNE VISITE

Pendant toute la durée d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre, en cas d'absence à une réunion ou à une visite dûment programmée, il sera appliqué une pénalité de **200 (deux-cent) euros HT** par réunion où l'absence a été constatée. Cette pénalité s'applique aussi en cas de défaut d'organisation des visites au cours de la période de consultation des entreprises de travaux.

16.6.2 PENALITE EN CAS DE CAS DE RETARD DANS LA TRANSMISSION DES COMPTES RENDUS DE CHANTIER, DE REUNIONS OU DE VISITE

En cas de retard dans la transmission des comptes rendus de chantier, de réunion ou de visite, il sera appliqué une pénalité de **200 (deux-cent) euros HT** par compte-rendu non diffusé.

16.6.3 PENALITE EN CAS DE NON REMPLACEMENT DU RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHÉ OU DE SON SUPPLEANT NOMMEMENT DESIGNES A L'ACTE D'ENGAGEMENT

Une pénalité de **5 000 (cinq-mille) euros HT** par semaine de retard sera appliquée en cas de retard dans le remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant nommément désignés à l'acte d'engagement. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire application de l'article 3.4 du CCAG-MOE.

17 RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES

17.1 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En complément des articles 27 à 32 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission définis à l'article 6.1.1 du présent CCAP

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

17.2 RESILIATION DU MARCHÉ

17.2.1 STIPULATIONS GENERALES

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à 15 du code de la commande publique peut entraîner, par décision du RPA aux frais et risques du déclarant, la résiliation du marché.

17.2.2 RESILIATION POUR FAUTE

En complément des articles 27 à 32 du CCAG-MOE, le RPA peut résilier le marché pour faute du maître d'œuvre lorsque le montant des pénalités a atteint le seuil de 20% du montant hors taxe du marché (amendé le cas échéant de ses avenants), la capacité de ce dernier à exécuter le présent marché étant engagée.

17.3 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de **fournir tous les 6 mois et pendant toute la durée du contrat**, les documents permettant de vérifier la régularité de sa situation en matière de lutte contre le travail dissimulé. Selon que le titulaire soit établi en France ou domicilié à l'étranger, il devra fournir les documents mentionnés aux rubriques F ou G du formulaire NOTI 1 (disponible sous www.economie.gouv.fr)

Conformément au dispositif d'alerte, si le RPA est informé par un agent de contrôle que le titulaire n'a pas satisfait à ses engagements, il le met en demeure de régulariser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la mise en demeure. Si aucune régularisation n'intervient dans un délai de 6 mois, le RPA peut résilier le contrat sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 30 du CCAG-MOE.

17.3.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

Le maître d'œuvre doit remettre les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- ✓ Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- ✓ Un justificatif d'immatriculation, dans le cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- ✓ Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail

mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme « e-Attestations » un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n° 574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, Le RPA peut résilier le marché dans les conditions prévues au CCAG-MOE ou dans les conditions prévues au présent marché.

17.3.2 DISPOSITIF « E-ATTESTATIONS »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFiP, ...

Aussi, le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

17.4 CLAUSES DIVERSES

17.4.1 SAISIE - ATTRIBUTION

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire auprès duquel est pratiquée la saisie attribution retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

17.4.2 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-MOE.

17.4.3 NANTISSEMENT - CESSION DE CREANCE

Conformément à l'article L 2191-8 et R2191-45 et suivants du code de la commande publique, le titulaire peut céder sa créance.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG MOE, si le titulaire souhaite nantir son marché, il devra en faire la demande auprès du maître d'ouvrage. Après restitution de son acte d'engagement, il lui sera remis une copie de l'original de ce document certifié par le maître d'ouvrage et portant la mention : « *cette pièce formera titre en cas de nantissement consenti conformément au code du commerce et 2355 à 2366 du Code Civil et est délivré dans ce but en exemplaire unique.* »

18 REGLEMENT DES DIFFERENTS

18.1 TRAITEMENT DES LITIGES

Les dispositions de l'article 35 du CCAG-MOE s'appliquent.

18.1.1 COMITES CONSULTATIFS DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

En application du chapitre VII du livre I de la partie II, les parties au présent marché peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 18 du code de la commande publique), le comité consultatif compétent est celui de Lyon.

18.1.2 MISSION MINISTERIELLE PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le mandataire peut éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

18.1.3 MEDiateur DES ENTREPRISES

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

18.2 CONTENTIEUX – DROIT APPLICABLE

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation est portée devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Dérogations au CCAG MOE

Articles du CCAP	Articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé
2	4.1 Ordre de priorité
3.2	3.4.1 Représentation du maître d'œuvre
	3.4.3 Conduite des prestations par une personne nommément désignée
8.4.3	21 Admission en l'état ou avec des observations, ajournement, réfaction et rejet
12.2.3	10.1.1 Prix – Règles générales
13.5	11.7.3 Demande de paiement finale
	35.3 Règlement des différends entre les parties
13.6	11.8.2 Décompte général et définitif
	11.8.5 Décompte général et définitif
	11.8.6 Décompte général et définitif
	35 Règlement des différends entre les parties
15.1	16.2.1 Pénalités de retard
	16.2.2 Pénalités de retard
	16.2.4 Pénalités de retard
15.2	16.2.3 Pénalités de retard
15.5	16.1 Pénalités
16.4.3	4.2 Pièces à remettre au maître d'œuvre. Cession ou nantissement des créances.